


cités
unies
france

la lettre de la. coopération décentralisée

Décembre
2012
Janvier
2013

Editorial	2
Afrique	3
Amérique latine et Caraïbes	9
Asie	11
Europe	13
Méditerranée	14
Thématiques.....	16
CGLU	18
Actualités	19
Agenda	20
Publications	23

Editorial

2012 a été une année particulièrement intense pour notre association avec la tenue de 7 assises de la coopération décentralisée en France et dans le monde, 37 réunions de groupes-pays et thématiques, des journées de la coopération décentralisée, 9 publications et la 3^{ème} édition de notre grand évènement annuel dont le succès se confirme : le Forum de l'action internationale des collectivités, à Paris. Nous étions également présents lors de 4 sommets pour représenter les collectivités françaises sur la scène internationale.

L'année 2013 s'annonce tout aussi riche. Plusieurs études sont en cours. L'une, réalisée en partenariat avec l'Assemblée des départements de France, portera sur le social dans la coopération décentralisée, une autre sur la culture et enfin une sur le rôle des collectivités françaises et étrangères dans la gestion des crises et les conflits comme au Sahel ou en Syrie. Des moments de réflexion collective sont également prévus sur le rôle de la coopération décentralisée dans l'attractivité et le rayonnement des territoires, la communication sur les relations internationales des collectivités, la culture, et bien évidemment la 4^{ème} édition de notre forum où nous attendons, cette année encore, plus de 1 000 participants.

Nous travaillons également sur une proposition de loi pour l'extension de la loi Oudin-Santini à la collecte, au traitement des déchets et aux transports. Nous oeuvrons aussi pour la création d'un fonds avec l'Agence française de développement permettant le financement d'opérations de coopération décentralisée et nous poursuivons la négociation avec le Parlement et la Commission européenne pour l'accès des collectivités aux fonds européens.

Le 29 janvier aura lieu la réunion de la Commission nationale de la coopération décentralisée présidée par le ministre des Affaires étrangères. Le rapport commandé à André Laignel par le ministère des Affaires étrangères sera présenté. Cités Unies France, comme d'autres associations d'élus, a été auditionné et a fait part de vos souhaits concernant l'évolution de la coopération décentralisée.

En espérant que 2013 soit une année prospère pour notre réseau et la coopération décentralisée, permettez-moi, en mon nom et au nom du bureau et de l'équipe de Cités Unies France, qu'anime Bertrand Gallet, de vous présenter tous mes voeux pour cette nouvelle année.

Michel Delebarre
Ancien Ministre d'Etat
Sénateur - Maire de Dunkerque
Président de Cités Unies France



meilleurs voeux 2013

BURKINA FASO

Président : Jean-Bernard Damiens, vice-président de du conseil régional du Limousin

Prochaine réunion du groupe-pays Burkina Faso le 25 janvier 2013, de 10h00 à 16h00, dans les locaux de Cités Unies France

A l'ordre du jour de cette rencontre, plusieurs points parmi lesquels : les élections législatives et municipales du 2 décembre 2012 au Burkina Faso, l'impact de la crise malienne, l'eau et l'assainissement, l'actualité des partenariats de coopération décentralisée, les cofinancements, les événements à retenir pour 2013.

Les collectivités et membres du groupe-pays Burkina Faso sont invités à communiquer au pôle Afrique, leurs propositions de sujets et documents susceptibles d'intéresser le groupe-pays.

Inscription préalable obligatoire (payante), par retour du bulletin d'inscription avant le 15 janvier 2013.

Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1681>

Les résultats définitifs des élections municipales du 2 décembre 2012

Le Conseil d'Etat a proclamé, le 29 décembre 2012, les résultats définitifs des élections municipales du 2 décembre 2012.

Le Premier ministre burkinabè avait rendu sa démission suite aux élections législatives, comme l'exige la loi. Luc Adolphe Tiao a été reconduit au poste de Premier ministre par le président du Faso, Blaise Compaoré, le 31 décembre 2012. Alors qu'il représentait le Burkina Faso en France en tant qu'ambassadeur, il avait été nommé une première fois en avril 2011 au plus fort de la crise sociale et militaire que le pays connaissait.

Après avoir éteint le feu qui consumait le pays, le chef du gouvernement devrait maintenant mettre toute son ardeur à faire avancer les grands chantiers annoncés par le chef de l'Etat dans ses vœux à la nation ce 31 décembre 2012.

A noter dans ce gouvernement, l'absence de changement pour le ministère de l'Aménagement du territoire et de la Décentralisation, dirigé par Toussaint Abel Coulibaly. En revanche, il faut souligner la création du ministère de l'Eau, des Aménagements hydrauliques et de l'Assainissement, avec à sa tête une femme, Mamounata Belem Ouédraogo

De plus, Soungalo Apollinaire Ouattara a été nommé, le 28 décembre 2012, président de la nouvelle Assemblée nationale du Burkina Faso issue des élections législatives du 2 décembre 2012. Candidat du parti majoritaire (le Congrès pour la démocratie et le progrès), il a été élu avec 96 voix contre 30 voix pour son adversaire de l'Union pour le progrès et le changement, Denis Nikiéma.

Soungalo A. Ouattara a occupé plusieurs portefeuilles ministériels, notamment : délégué aux collectivités auprès du ministre de l'Administration territoriale et de la Décentralisation ; ministre de la Fonction publique et de la Réforme de l'Etat ; ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale.

(Sources : LeFaso.net ; IZF)

ACTUALITÉS BURKINA FASO

Projet de « Forum sur l'Eau & l'Assainissement au Burkina Faso »

Projet de « Forum sur l'Eau & l'Assainissement au Burkina Faso », aura lieu les 28 et 29 juin 2013, à Chambéry, dans le cadre du Festival « Lafi Bala ».

La prochaine édition du Fespaco, du 22 février au 2 mars 2013

La 23^{ème} édition du Festival panafricain du cinéma et de la télévision de Ouagadougou (Fespaco) aura pour thème : « Cinéma africain et politiques publiques en Afrique ».

Le thème général des sessions est choisi en tenant compte des préoccupations de l'Afrique et du rôle que le cinéma africain doit jouer dans l'éveil des consciences des peuples africains. Cet événement, très attendu tous les deux ans sur le continent, met également à chaque édition, un pays à l'honneur - le Gabon pour l'édition 2013.

(Sources : LeFaso.net ; IZF, <http://www.fespaco-bf.net>)

MADAGASCAR

Président du groupe-pays : Alain Huard, conseiller général délégué au Conseil général de l'Eure

Rencontre entre le président du groupe-pays Madagascar et le président de la région d'Analamanga

Le 21 décembre dernier, le président du groupe-pays Madagascar, Alain Huard, a reçu le président de la région d'Analamanga, M. Randriambololona, en recherche d'une collectivité partenaire française. Les échanges ont notamment permis d'aborder le rôle que pourrait jouer la région capitale en tant que point de départ des séjours touristiques vers l'ensemble de l'île. La présentation de la région est disponible sur la page Madagascar de notre site.

2013 : année d'élection à Madagascar

Le 13 décembre 2012, Marc Ravalomanana renonçait à se présenter aux prochaines élections présidentielles et invitait son rival, Andry Rajoelina, à faire de même. Le calendrier électoral malgache fixe aujourd'hui ces élections au 8 et 13 juin prochains. Mais des questions concernant la feuille de route subsistent, par exemple la possibilité du retour au pays de M. Ravalomanana.

(Source : Afrik.com)

NIGER

Stéphane Valli, vice-président de la communauté de communes Faucigny-Glières et adjoint au maire de Bonneville

Prochaine réunion du groupe-pays Niger

La prochaine réunion du groupe-pays Niger aura lieu le 5 février 2013, de 10h00 à 13h00, dans les locaux de Cités Unies France. Elle sera suivie l'après-midi par un comité de pilotage ANIYA.

L'ordre du jour sera communiqué dans les prochains jours.

Appel global pour le Niger 2013

Selon les analyses faites par les différents clusters et les scénarii du plan de contingence national multirisque, la situation humanitaire en 2013 sera caractérisée par l'interaction entre les séquelles des crises alimentaires, pastorales et nutritionnelles et les conséquences des conflits armés et de l'insécurité dans les pays voisins du Niger : Mali, Nigéria et Libye. Cette situation pourrait s'exacerber du fait de la persistance, voire l'extension, du choléra à d'autres foyers vulnérables, et d'une épidémie de paludisme lorsque les pluies abondent ; l'invasion acridienne et les maladies détruisant les cultures ; la flambée des prix des produits de première nécessité ; les inondations, feux de brousse, les épizooties...

L'Appel global 2013 pour le Niger inclut 82 projets, pour un coût total qui s'élève à 354 414 493 USD, pour répondre aux besoins de plus de 2 millions de personnes.

ACTUALITÉ COMORES

Désendettement : les Comores atteignent « le point d'achèvement »

Fin décembre 2012, les Comores ont atteint le point d'achèvement de l'Initiative des pays pauvres très endettés (IPTE) accordée par la Banque mondiale et le Fonds monétaire international, leur permettant de voir le stock de leur dette multilatérale remise en grande partie. Le ministre des Finances a demandé aux Comoriens de rester patients car il est attendu du gouvernement de maintenir le cap d'une « gestion vigilante et rigoureuse » en matière de finances publiques.

(Source : Agence comorienne de presse HZK-Presse)

BÉNIN

Présidente du groupe-pays : Rose-Marie Saint-Germes-Akar, vice-présidente de la Communauté d'agglomération de Cergy Pontoise

Des investisseurs chinois au marché de Dantokpa

Le PDG du Centre chinois de développement économique et commercial du Bénin s'est montré très intéressé par la proposition du gouvernement béninois et de la société des marchés autonomes pour construire un grand centre commercial à l'intérieur même du marché de Dantokpa. Une rencontre a eu lieu en ce sens, courant décembre 2012.

(Source : beninactu.com)

L'état civil, une priorité pour la coopération décentralisée

L'Ambassadeur de France au Bénin a fait part à toutes les collectivités françaises impliquées au Bénin de son souhait de voir l'appui à l'état civil prendre une part grandissante dans la coopération décentralisée. C'est, pour lui, le moyen de voir l'existence de tous les enfants enregistrés et de lutter ainsi contre l'esclavagisme des enfants.

Session coopération décentralisée à Africités

C'est Moukaram Oeni, maire de Porto Novo et vice-président de l'ANCB (Association nationale des communes du Bénin) qui a présidé l'atelier dédié à la coopération décentralisée au sommet Africités, tenu à Dakar, en décembre dernier. Avec son partenaire lyonnais, il a pu insister sur la plus-value de la coopération décentralisée en termes de développement économique et de planification, aux côtés d'expériences venues d'Afrique du Sud et de Tanzanie. Africités fera l'objet d'une réunion de restitution le 7 février, à Cités Unies France.

MAURITANIE

Président : Daniel Allieux, conseiller syndical au SAN de Sénart

Vers des rencontres de la coopération décentralisée franco-mauritanienne

Une mission du président du groupe-pays, Daniel Allieux, accompagné d'Astrid Frey, chargée de mission pôle Afrique, s'est rendue à Nouakchott en décembre. Le principe de rencontres de la coopération décentralisée franco-mauritanienne pour relancer les partenariats en mal de rencontres depuis plusieurs années maintenant, a été acté par les autorités mauritaniennes et françaises ainsi que par le président de l'Association des maires de Mauritanie. Elles pourraient se tenir début mars, dans la capitale mauritanienne.

2013 : Plus de sacs plastiques en Mauritanie !

Le gouvernement mauritanien a interdit la fabrication, l'usage et la commercialisation des sacs plastiques au 1er janvier 2013, sous peine de très lourdes sanctions pouvant aller jusqu'à un an de prison ferme.

La matière plastique représente 25% des 56 000 tonnes de déchets produits annuellement par la ville de Nouakchott et 80% des bovins tués aux abattoirs de Nouakchott, la capitale mauritanienne, « sont porteurs de sacs plastiques dans leur panse ».

(Source : Afrik.com)

MALI

Président du groupe-pays: Guy-Michel Chauveau, maire de La Flèche et conseiller général de la Sarthe

La crise malienne et ses conséquences en Afrique saharo-sahélienne



Déclaration du sommet Africités 2012 en soutien au peuple malien

Lors de l'Assemblée générale de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique du 9 décembre à Dakar, le sommet Africités a adopté une déclaration en soutien au peuple malien. Présentée le 7 décembre, lors d'une réunion préparatoire, cette déclaration initiée par la délégation malienne, ses partenaires africains et européens dont Cités Unies France, appelle au respect de l'intégrité territoriale du Mali, au retour de la paix et à l'implication des collectivités locales maliennes et africaines à toutes les étapes des processus de gestion et de sortie de crise. En amont de cette réunion préparatoire, le président de Cités Unies France, Michel Delebarre, son représentant spécial, Charles Josselin, le pôle Afrique de Cités Unies France

et plusieurs élus, ont rencontré des présidents d'associations nationales de collectivités africaines et le secrétaire général de Cités et gouvernements locaux unis d'Afrique.

Intervention militaire, situation humanitaire et politique au Mali

Face à une offensive des groupes armés islamistes, en réponse à l'appel du président malien, Diacounda Traoré, et conformément à la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU, la France et les Etats africains mobilisés ont décidé de s'engager militairement au Mali.

Cités Unies France est solidaire des collectivités maliennes et des partenaires de coopération décentralisée, qui n'ont cessé de soutenir les populations maliennes.

Pour un suivi quotidien de la situation et en complément des sources habituelles d'informations, consulter la revue de presse d'Hubert Ledoux sur le site de l'association CORENS : <http://revuedepressecorens.wordpress.com/>

Pour une information régulière sur la situation humanitaire, consulter les bulletins humanitaires sur le site du Bureau de Coordination des Affaires humanitaires des Nations Unies : <http://www.unocha.org>

Appel à la solidarité des collectivités françaises pour le Mali et le Sahel

La première réunion des collectivités donatrices au Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali aura lieu courant janvier 2013. À cette occasion, les dix collectivités concernées définiront de manière collégiale les orientations du fonds.

Visite de Dirk Betke, directeur du Programme d'Appui aux Collectivités Territoriales (PACT)

Le 21 décembre 2012, Cités Unies France a accueilli Dirk Betke, directeur du PACT, et Boubacar Bah, président de l'Association des municipalités du Mali, pour une séance de travail sur la mobilisation des collectivités locales européennes sur la situation malienne.

ACTUALITÉS MALI

Appels à projets annuel et triennal du ministère des Affaires étrangères

La Délégation à l'action extérieure des collectivités territoriales du MAE lance pour 2013 un appel à projets annuel. Trois zones géographiques prioritaires, dont l'Afrique subsaharienne et le Mali, et six partenariats thématiques sont proposés. Vous pouvez déposer vos candidatures à partir du 1^{er} décembre et jusqu'au 28 février 2013.

Pour plus d'informations :

<http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/cooperation-decentralisee/appels-a-projets-et-fonds/appels-a-projets-annuels/>

Quant à l'Appel à projets triennal 2013-2015 du ministère des Affaires étrangères, il est reporté à début février 2013.

Augmentation de l'aide d'urgence de la Commission européenne à destination du Mali

La Commission européenne va augmenter de 20 millions d'euros l'aide humanitaire qu'elle fournit en réponse à la crise malienne. Cette nouvelle enveloppe a vocation à intensifier l'effort de secours dans l'ensemble du Mali, et plus particulièrement dans le Nord, ainsi que dans les pays voisins où les Maliens qui ont fui le conflit ont trouvé refuge. Pour plus d'informations, veuillez consulter le communiqué de presse de la Commission européenne du 8 décembre : http://europa.eu/rapid/press-release_IP-12-1336_fr.htm

ACTUALITÉ AFRIQUE

RELATIONS SINO-AFRICAINES : La Chine ouvre un hub médiatique anglophone à Nairobi

En juillet 2012 déjà, la chaîne chinoise CCTV News ouvrait CCTV Africa, émis depuis Nairobi, pour améliorer les relations sino-africaines par une information plus positive sur la Chine, porter un regard plus économique sur l'Afrique et alternatif aux médias occidentaux ou encore Al Jazeera. De même, depuis janvier 2012, la télévision nationale chinoise diffuse quotidiennement une heure sur l'actualité africaine. En décembre dernier, c'est au tour du journal 'China Daily', de lancer un hebdomadaire à dominance financière sur l'Afrique, à destination des classes moyennes. Enfin, l'agence de presse officielle Xinhua lance aussi le site 'African News' (<http://www.xinhuanet.com/english/africa2011/>).

(Sources : Le Monde, Afrik.com)

TOGO

Présidente : Monique Papot-Libéral, vice-présidente de la communauté de communes de la Côte Roannaise

Mission au Togo de la présidente du groupe-pays

La présidente du groupe-pays a effectué une mission au Togo, du 20 novembre au 14 décembre. Des rencontres institutionnelles ont eu lieu avec l'Ambassade de France, l'Union des communes du Togo et plusieurs ministères. Les membres du groupe-pays recevront prochainement des précisions sur les conclusions de ces entretiens.

Élections locales annoncées en 2013

Le chef de l'Etat togolais, Faure Gnassingbé, a annoncé, lors des vœux, la tenue des premières élections locales à la fin du premier trimestre 2013. Pour le moment, ce processus a été enclenché sans le consentement de l'opposition. Et pourtant, gouvernement comme opposition estiment que cette échéance constitue une occasion pour renforcer la démocratie togolaise.

(Source : <http://www.rfi.fr/afrique>)

Reprise de la coopération germano-togolaise

Après plus de 18 ans d'interruption, les gouvernements de la République Togolaise et de la République fédérale d'Allemagne ont convenu en juin 2012 de reprendre la coopération au développement. Trois domaines d'intervention prioritaires ont été retenus : la formation technique et professionnelle et l'emploi des jeunes, le développement rural (dont l'agriculture), et enfin la bonne gouvernance et la décentralisation. 27 millions d'euros ont été engagés pour les deux années 2012/2013. Le rapport global de l'étude de faisabilité est prévu pour janvier 2013.

(Source : l'UCT Mag, janvier 2013, n°31)

Six millions d'euros pour l'accès à l'eau potable

L'ambassadeur de France et le directeur de l'Agence française de développement (AFD) ont signé, le 4 janvier, avec le ministre de l'Économie et des finances, une convention de financement d'un projet de six millions d'euros visant à garantir l'accès à l'eau potable et de meilleures conditions sanitaires en milieu scolaire et rural dans la région des Savanes. Cette convention vient compléter les projets déjà menés au Togo par l'AFD en matière d'enseignement et d'accès à l'eau potable.

(Source : Ambassade de France au Togo)

SÉNÉGAL

Présidente du groupe-pays : Marie-Pierre Bresson, adjointe au maire de Lille

Les collectivités du groupe-pays Sénégal à Africités VI

Le sommet Africités, qui s'est déroulé du 4 au 8 décembre à Dakar, a été l'occasion pour plusieurs collectivités du groupe-pays Sénégal de rencontrer leurs partenaires sur place. En marge du sommet ont été organisés plusieurs événements, notamment par certaines collectivités françaises et leurs partenaires africains. Africités a également été l'occasion de rencontrer l'équipe du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC) dans son ensemble, ainsi que les assistants techniques. Au cours de cet événement, il a été notamment question de la participation des collectivités françaises en coopération, à la rédaction du nouveau document cadre de partenariat France/Sénégal (DCP), et de l'implication de la coopération décentralisée dans le PAISD.

Une rencontre a également pu être organisée avec la nouvelle ministre de l'Aménagement du territoire et du Développement locale, Mme Ndoye.

Enfin, plusieurs collectivités du groupe-pays ont également participé, le 7 novembre 2012, aux « Assises déconcentrées du développement et de la solidarité internationale au Sénégal » organisées par le SCAC de l'Ambassade de France. Il s'agissait d'une contribution aux « Assises du développement et de la solidarité internationale », lancées par le ministre français chargé du Développement, Pascal Canfin, en marge du 6^{ème} Sommet Africités.

À l'occasion du possible déplacement de la nouvelle ministre Mme Ndoye en France, en février prochain, une prochaine réunion du groupe-pays Sénégal devrait se tenir à Cités Unies France. La date de cette réunion ainsi que l'ordre du jour seront communiqués prochainement.

Lancement d'une page Facebook pour l'Ambassade de France au Sénégal

L'ambassade de France au Sénégal a lancé, le 4 janvier, sa nouvelle page Facebook destinée à présenter les actions de coopération menées par la France au Sénégal, ainsi que « les enjeux de la diplomatie française ».

Pour y accéder : <http://www.facebook.com/pages/Ambassade-de-France-au-Senegal/379882205436934> (Sources : APS, Le Soleil)

Acte III de la Décentralisation - PNDL

Lors de la 11^{ème} réunion du comité du Programme national de développement local (PNDL) le 31 décembre à Dakar, Mme Ndoye, ministre de l'Aménagement du territoire et des Collectivités locales, a salué le rythme d'exécution du Programme, et compte, pour l'année 2013, renforcer ses financements et joindre cet effort à la poursuite de la décentralisation en cours. Selon la ministre, le président Macky Sall lancera officiellement l'Acte III de la Décentralisation dès le premier trimestre 2013. L'action du gouvernement va alors se diriger vers une territorialisation des politiques publiques du Sénégal. De son côté, le PNDL attend des pouvoirs publics que les allocations budgétaires dont il bénéficie soient portées à 16,9 milliards de francs CFA, soit une hausse de 2,2 milliards de francs CFA par rapport à 2011, en vue de finaliser ses projets en cours.

(Sources : Le Quotidien, Le Soleil, Sud Quotidien, Rewmi)

Coopération France - Sénégal

Le ministre français de l'Agroalimentaire, Guillaume Garot, et le ministre sénégalais du Commerce, Malick Gackou, ont signé, le 21 décembre dernier, une convention de partenariat dans le domaine de l'échange de produits et techniques agroalimentaires.

(Sources : Sud Quotidien du week-end ; Le Soleil)

ACTUALITÉS AFRIQUE



Les collectivités françaises au 6^{ème} sommet Africités, du 4 au 8 décembre 2012 à Dakar

Du 4 au 8 décembre 2012, la 6^{ème} édition du sommet Africités a accueilli, à Dakar, près de 5 000 personnes. La délégation française, coordonnée par Cités Unies France, le ministère français des Affaires étrangères, le secré-

tariat technique du Partenariat français pour la ville et les territoires (PFVT), et l'Agence française de développement, était composée de plus de 200 personnes, avec près de 40 collectivités territoriales et leurs associations nationales, des représentants d'ONG et d'associations, d'entreprises, d'agences d'urbanisme ou encore d'experts sur les questions de décentralisation, coopération internationale, développement urbain, etc.

La délégation a organisé plusieurs sessions thématiques et spéciales, sur des thèmes divers : planification urbaine stratégique, services de base, coordination multi-acteurs, finances et fiscalité locales, etc. Les membres de la délégation ont activement participé à de nombreuses sessions et événements organisés par des partenaires.

Pour lire l'article complet de retour sur Africités :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1672>



Afin de pouvoir restituer à l'ensemble de la délégation française et à tous ceux qui n'étaient pas présents à Dakar, la densité des discussions qui ont été conduites, l'équipe de coordination de la délégation française organise une réunion de bilan d'Africités et des événements organisés en marge du sommet, le 7 février 2013, de 10h00 à 13h00, à Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Constance Koukoui et Mathilde Lestra :
poleafrique@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS AFRIQUE

APPELS A PROJETS

AFD - FISONG (Facilité d'Innovation Sectorielle ONG) / Appel « Education et formation professionnelle »

L'Agence française de développement (AFD) a lancé l'appel à proposition FISONG « Education et formation professionnelle: la formation par l'apprentissage en vue d'une insertion socioprofessionnelle ». Le montant de l'enveloppe disponible s'élève à 2,5 M d'euros.

Les projets devront se concentrer dans les pays d'action prioritaire de la coopération française où l'AFD finance des concours dans le secteur de l'éducation et/ou de la formation professionnelle (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Djibouti, Guinée, Haïti, Madagascar, Mali, Mauritanie, Niger, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Sénégal, Tchad, et Togo).

Date limite de dépôt des dossiers : 31 janvier 2013

Pour plus d'informations :

<http://www.afd.fr/home/AFD/nospartenaires/ONG/collaborations/FISONG>

Fondation d'entreprise Poweo – Prix 2013

La Fondation POWEO a ouvert les candidatures pour son Prix 2013 qui récompense, comme les années précédentes, la création ou le développement de petits opérateurs privés africains. Ces derniers doivent agir en faveur de la production ou de la distribution d'énergie d'origine renouvelable ou de l'amélioration de l'efficacité énergétique au profit des populations en difficulté en Afrique. Trois prix sont accordés : le « Grand Prix », un Prix « Femmes » et un Prix « Co-développement », chacun doté de 10 000 euros.

Date limite de candidature : 2 avril 2013

Pour plus d'informations :

http://www.coordinationsud.org/wp-content/uploads/Prix-Fondation-Poweo_dossier-candidature.doc

ACTUALITÉ TCHAD

Forte délégation tchadienne à Africités

Plusieurs collectivités tchadiennes ont participé au sommet Africités, appuyées par leur administration centrale, ainsi que par l'Ambassade de France et l'Agence française de développement.

Des échanges ont eu lieu avec l'équipe de Cités Unies France afin d'étudier des pistes de développement de la coopération décentralisée.

ACTUALITÉS GABON

Le Gabon, invité d'honneur du 23^{ème} FESPACO

Pour la 23^{ème} édition du Festival panafricain de cinéma et de télévision de Ouagadougou (FESPACO), organisé tous les deux ans dans la capitale burkinabè, le Gabon sera le pays invité d'honneur.

(Sources : AFP ; RFI ; LeFaso.net ; Fespaco)

Petite enfance et coopération décentralisée : une délégation de Courcouronnes à Bikélé

Bikélé, chef-lieu du district d'Ikoy-Tsini (département du Komo-Mondah), a accueilli en novembre dernier, une délégation de la ville de Courcouronnes, dans le cadre du partenariat entre le district et cette commune de l'Essonne. Ce déplacement avait pour principal objectif l'organisation d'un séminaire de renforcement de compétences sur la petite enfance.

Cette action s'inscrit dans le cadre du projet de coopération décentralisée « Stratégie d'action éducative Courcouronnes/District d'Ikoy-Tsini » soutenu à hauteur de 15 000 euros par le ministère français des Affaires étrangères. Elle vise l'accompagnement de la localité gabonaise, par l'ingénierie de projet, l'aide à l'élaboration du cahier des charges et la formation des personnels, préalablement à l'implantation prochaine d'une structure petite enfance.

Elle sera suivie de l'accueil en France, dès le mois de février, d'une délégation du ministère de la Famille et des Affaires sociales pour une visite des équipements socio-éducatifs de la ville et un échange d'expérience avec les personnels municipaux.

(Source : Ambassade de France ; Ville de Courcouronnes ; L'Union, Gabon)

ACTUALITÉS CÔTE D'IVOIRE

Un nouveau gouvernement pour la Côte d'Ivoire

Le nouveau gouvernement du président ivoirien, Alassane Ouattara a été formé le 22 novembre 2012. Il compte 28 ministres, dont le Premier ministre, Daniel Kablan Duncan, jusque-là chef de la diplomatie et qui fut premier ministre dans les années 1990 sous la présidence Bédié. Il s'agit donc d'une équipe un peu resserrée - le précédent cabinet, dissous le 14 novembre, comptait 35 ministres -, après que des ministères jusque-là séparés et qui semblaient redondants ont été regroupés. Une dizaine de ministres ont été sortis, et quatre font leur entrée.

(Source : Le Monde)

Élections régionales et municipales en Côte d'Ivoire, le 24 février 2013

Afin d'accélérer le processus de décentralisation et réaliser des économies, les élections régionales et municipales se tiendront simultanément le 24 février 2013.

Des élections législatives partielles se tiendront par ailleurs le 3 février 2013 dans des circonscriptions où le scrutin du 11 décembre 2011 avait été annulé par le Conseil constitutionnel en raison d'irrégularités et dans d'autres en raison du décès des députés élus.

(Source : <http://news.abidjan.net/p/99962.html>)

32^{ème} Assemblée générale de l'Association internationale des maires francophones, à Abidjan

La 32^{ème} Assemblée générale de l'AIMF s'est tenue à Abidjan du 26 au 28 novembre 2012. Cette rencontre historique post-crise est l'émanation du nouveau visage que la Côte d'Ivoire présente progressivement au monde entier.

Elle a été l'occasion pour plus de trois cent maires et représentants des autorités territoriales d'échanger sur la problématique « Villes, dialogue interculturel et paix ». La cérémonie d'ouverture a vu la nomination, par le président Delanoë, de Robert Beugré Mambe, gouverneur du District d'Abidjan, au poste de vice-président de l'AIMF.

(Sources : AIMF ; Magazine de l'Union des Villes et Communes de Côte d'Ivoire, N°6)

Une forte délégation ivoirienne à Africités

Une importante délégation ivoirienne composée de maires, de présidents de conseils généraux et de gouverneurs a participé à la 6^{ème} édition du sommet Africités 2012, du 4 au 8 décembre à Dakar.

Dans ce cadre, le directeur général de la Décentralisation et du Développement local a convié, le 7 décembre, les partenaires techniques et financiers de la Côte d'Ivoire, dont Cités Unies France, à une rencontre d'échanges sur le thème : « Les partenariats de reconstruction post-crise des collectivités territoriales de la Côte d'Ivoire ».

Pour plus d'informations :

Astrid Frey, chargée de mission (Bénin, Madagascar, Mauritanie)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

Constance Koukouï, chargée de mission (Burkina Faso, Mali, Togo)

Courriel : c.koukouï@cites-unies-france.org

Sarah de Rekeneire, chargée de mission (Niger, Sénégal, programmes concertés)

Courriel : s.derekeneire@cites-unies-france.org

Amérique latine & Caraïbes

ARGENTINE

Président du groupe-pays Argentine : Pierre-Marie Blanquet, vice-président du conseil général de l'Aveyron, délégué aux relations internationales

2^{èmes} Rencontres France-Argentine de la coopération décentralisée, du 12 au 14 novembre 2012, à Biarritz et à Pau



Accueillis du 12 au 14 novembre 2012 par le conseil général des Pyrénées Atlantiques, à Biarritz et à Pau, les 2^{èmes} Rencontres France-Argentine de la coopération décentralisée ont réunies plus de deux cents participants, dont une quarantaine de collectivités françaises et une trentaine de collectivités argentines.

Organisées en partenariat avec le ministère des Affaires étrangères français (MAE), le ministère des Relations extérieures et du culte argentin (MREC) et leurs ambassades, Cités Unies France (CUF), l'Institut des Amériques (IDA), l'Association des Régions de France (ARF), l'Assemblée des Départements de France (ADF) et l'Association des Maires de France (AMF).

Pour lire l'article complet et retrouver la déclaration finale des Rencontres, veuillez vous rendre sur les sites des Rencontres :

<http://www.rencontresfranceargentine.com> et de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org>

BRESIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, député

Démission du président du groupe-pays Brésil

Après six années à la présidence du groupe-pays Brésil, Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur et vice-président de la Commission des affaires étrangères de l'Assemblée Nationale, a présenté sa démission, suite à une mission que le Président de la République vient de lui confier.

Cités Unies France tient à remercier Michel Vauzelle et Gérard Bodinier, qui animait en son nom les réunions du groupe-pays, pour leur travail riche et intense au sein du groupe. Depuis 2006, ils ont contribué à faire reconnaître la coopération décentralisée au Brésil, qui a été officiellement inscrite dans le partenariat stratégique entre les deux pays.

Lors de sa réunion du 23 janvier prochain, le bureau exécutif de Cités Unies France devrait entériner la nouvelle présidence du groupe-pays : la région du Nord Pas-de-Calais.

AMERIQUE CENTRALE ET CUBA

Présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba : Chantal Bourvic, conseillère générale déléguée aux relations internationales, conseil général du Val-de-Marne

Premier séminaire sur la coopération décentralisée et le développement territorial entre la France, l'Amérique centrale et Cuba



Les 28 et 29 novembre derniers, la ville d'Esteli (Nicaragua) a accueilli le premier séminaire de la coopération décentralisée et du développement territorial entre la France, l'Amérique centrale et Cuba. Organisé en collaboration avec Cités Unies France, l'Ambassade de France au Nicaragua et l'Institut Français d'Amérique centrale, l'événement a réuni plus de 170 participants, parmi lesquels une délégation française des représentants d'une quinzaine de collectivités, menées par Chantal Bourvic, présidente du groupe-pays Amérique centrale et Cuba.

Ce séminaire a fait acte d'échanges fructueux, articulant les actions des collectivités locales et celle des associations et ONG françaises, d'Amérique centrale et de Cuba, autour des thèmes de travail des projets. Pour un article plus complet, rendez-vous sur le site de Cités Unies France : <http://www.cites-unies-france.org>.

ACTUALITÉ NICARAGUA

Appel à propositions Nicaragua : autorités locales dans le développement

Cet appel à propositions s'inscrit dans le programme acteurs non étatiques et autorités locales, dans le volet 'un pays'. La date limite de soumission de la note succincte est le 11 février 2013. Voici le lien pour consulter l'ensemble des documents : <https://webgate.ec.europa.eu/europeaid/online-services/index.cfm?ADSSChck=1355161334290&do=publi.detPUB&searchtype=AS&zgeo=35572&aoet=36538%2C36539&debpub=&or derby=upd&orderbyad=Desc&nbPubli List=15&page=1&aoref=133719>

Amérique latine & Caraïbes

ACTUALITÉ MEXIQUE

D'IDEAL à la création d'un réseau d'intercommunalité Europe - Amérique Latine



La clôture du projet IDEAL (Intercomunalidad y desarrollo Europa y America Latina), au sein du programme URBAL, s'est tenue en novembre 2012, à Morelia (Etat du Michoacan), qui assurait la coordination du projet. Ce projet reposait sur des regards croisés entre différentes structures intercommunales de sept pays différents (Argentine, Bolivie, Espagne, France, Guatemala, Mexique, Nicaragua).

C'était l'occasion de présenter des activités menées par les pays membres et de présenter un nouveau livre intitulé : « Intermunicipalité : une stratégie de gouvernance locale », outil né des actions de terrain et des débats sur la notion d'intercommunalité.

A Mexico City, une réflexion a été menée sur la possibilité de transformer cette expérience de quatre ans en un réseau d'intercommunalités. A cette occasion, les expériences d'intercommunalités San Salvador, El Salvador et Cuernavaca (Mexico) ont été évoquées. De même, on a présenté le Fonds mondial pour le développement des villes (FMDV) et des témoignages différents. L'ouvrage « Intermunicipalité : une stratégie de gouvernance locale » a été également diffusé.

Enfin, la création d'un réseau a fait l'objet d'une lettre d'intention validée par de nombreux acteurs. Un groupe de quatre personnes issues de l'équipe du projet IDEAL a été nommé pour mener à bien le passage du projet au réseau.

Pour plus d'informations :

Felicia Medina, chargée de mission (Amérique centrale et Cuba, Argentine, Brésil, Haïti)

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Anne-Claire Gaudru, chargée de mission (Chili, Mexique)

Courriel : ac.gaudru@cites-unies-france.org

CHILI

Président du groupe-pays : Roberto Romero, vice-président du conseil régional d'Île de France, chargé des Affaires internationales et européennes

Séminaire de la coopération décentralisée France-Chili

Les 17 et 18 janvier 2013 se tiendra à Santiago du Chili le séminaire de la coopération décentralisée, qui réunira collectivités françaises et chiliennes pour faire un bilan et les perspectives politiques et techniques des travaux menés de territoire à territoire.

Accueilli par la région métropolitaine de Santiago, cet événement a été coordonné par l'Association chilienne des municipalités (ACHM), le ministère des Relations extérieures chilien, le ministère des Affaires étrangères français et la Délégation régionale de coopération pour le cône sud et Brésil. Un grand nombre de collectivités françaises participeront à cet événement.

Ce sera l'occasion pour le président du groupe-pays Chili, Roberto Romero, de structurer les liens avec les associations de collectivités chiliennes et françaises, en signant une lettre d'intention de coopération.

HAÏTI

Président du groupe-pays Haïti : Christian Dupuy, maire de Suresnes et vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine

Trois ans après le séisme du 12 janvier 2010

A l'occasion du troisième anniversaire du tremblement de terre qui a eu lieu le 12 janvier 2010 en Haïti, Cités Unies France a publié un article, que vous pourrez retrouver sur notre site (<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1690>).

Par ailleurs, la quatrième lettre aux donateurs sortira à la fin du mois de janvier.

Signature d'une charte d'engagement réciproque de coopération entre Arras et Limonade

Le jeudi 18 octobre 2012, Arras et Limonade ont signé une charte d'engagement réciproque qui s'articule autour de trois domaines principaux : développer les services à la personne, la coopération entre les universités et la coopération avec des lycées professionnels et agricoles. Le conseil régional Nord-Pas-de-Calais et le conseil général du Pas-de-Calais ont également été sensibilisés, articulant les acteurs du territoire des domaines concernés dans les projets développés entre les deux villes partenaires.

Cette charte sera confirmée par la signature d'un accord de coopération, au plus tard en juillet 2013.

(Source : La voix de Nord)

JAPON

Président du groupe-pays : Jean-Michel Berlemont, adjoint au maire de Nancy délégué aux relations européennes, internationales et transfrontalières

Elections législatives au Japon

Les élections législatives ont été remportées le 16 décembre 2012 par le Parti libéral-démocrate (PLD) avec comme Premier ministre Shinzo Abe. Le PLD a obtenu la majorité absolue des sièges à la Chambre basse, cependant à la Chambre haute la majorité revient au Parti Komei qui est plus modéré.

Redistribution législative :

Parti libéral-démocrate (centre-droit), qui détenait 118 sièges, a obtenu 294 dans la nouvelle Chambre des représentants (480 sièges au total), s'assurant une large majorité avec son partenaire du Parti Komei, qui a obtenu 31 sièges.

Parti démocrate du Japon (centre), au pouvoir depuis 2009, est le grand perdant de ces élections. Il décroche 57 sièges, soit moins d'un quart de sa représentation dans la législature précédente.

Association pour la restauration du Japon (droite) est la troisième force politique qui émerge menée par les ultranationalistes Toru Hashimoto, maire d'Osaka, et Shintaro Ishihara, ancien gouverneur de Tokyo, avec 54 sièges.

Le Parti du Japon de l'avenir, lancé par Yukiko Kada pour fédérer les opposants à l'atome, il ne recueille que 9 sièges.

(Source : Le Monde)



© REUTERS/Toru Hanai

Shinzo Abe - nouveau Premier ministre du Japon

Le 27 décembre 2012, Shinzo Abe a été de nouveau élu Premier ministre du Japon par la Chambre basse de la Diète. Il a donc été nommé 96^{ème} premier ministre du Japon après un second tour, car la coalition

composée du Parti libéral démocrate et du parti Komei n'a pas la majorité au Sénat. Dans la Chambre basse, il a été élu par 328 voix sur 478 voix exprimées.

Pour donner un coup de fouet à l'économie, M. Abe va se lancer dans une série de réforme visant à contraindre la Banque centrale de fixer un objectif d'inflation, de s'engager dans un assouplissement monétaire illimitée, et d'engager une vague de dépenses budgétaires sur les travaux publics.

Le Premier ministre a donné le poste de ministre des Finances à l'ancien Premier ministre Taro Aso, qui s'était unit à d'autres pays pour répondre à la crise financière mondiale de 2008-2009 avec une relance budgétaire.

(Source : www.japoninfos.com)

ACTUALITÉ JAPON

Le Japon prépare un plan de relance axé sur le soutien aux entreprises

Le gouvernement japonais va créer un fonds de 150 milliards de yens (1,31 milliard d'euros) pour encourager les entreprises à développer de nouvelles technologies. La Banque de développement du Japon sera chargée de la répartition de ces fonds, dans le cadre du plan de relance annoncé par le nouveau Premier ministre Shinzo Abe.

Le gouvernement apportera 100 milliards de yens dans le cadre d'un collectif budgétaire et la Banque de développement du Japon puisera les 50 milliards restants dans ses propres capitaux. Le plan de relance prévoit aussi la création d'un fonds de 200 milliards de yens pour encourager les fusions et acquisitions à l'étranger. Ce fonds sera géré par une autre banque publique, la Banque japonaise pour la coopération internationale (Japan Bank for International Cooperation, JBIC), et la contribution du gouvernement se montera à 70 milliards. Le plan de relance comportera également pour 83 milliards de yens de garanties de prêts et de prêts à taux avantageux pour les petites et moyennes entreprises, selon le projet de texte.

(Source : Reuters)

Défaut dans la sécurité anti-incendie de réacteurs nucléaires

Des défauts ont été trouvés sur plus de dix réacteurs dans les systèmes anti-incendie par l'Autorité de régulation nucléaire et du ministère de l'Industrie japonais. Cela remet en question la sûreté des centrales nucléaires au Japon et repousserait leur redémarrage de quelques années.

Deux ans après Fukushima, il reste encore 48 réacteurs sur les cinquante de l'archipel qui ne sont pas aux normes.

(Source : Le Monde)

Asie

VIETNAM

Président du groupe-pays : Kader Arif, ministre délégué aux Anciens combattants, conseiller municipal de Toulouse, député européen

Le comité de pilotage des 9^{èmes} Assises franco - vietnamiennes s'est réuni à Hanoi, les 5 et 6 novembre 2012

La deuxième réunion du comité mixte de la préparation des 9^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne, s'est tenue le 5 novembre 2012. La première s'était tenue à Brest, le 15 juillet 2012.

Le comité était co-présidé par Nguyen Ngoc Binh, directeur de la direction Europe du ministère des Affaires étrangères du Vietnam, et Forough Salami, vice-présidente du conseil régional de Bretagne et représentante spéciale du président du groupe-pays Vietnam de Cités Unies France, Kader Arif, pour l'organisation des 9^{èmes} assises franco-vietnamiennes. Les participants ont échangé sur les thèmes des prochaines assises qui devront être définitivement arrêtés à la fin de l'année.

Le président du groupe-pays, Kader Arif, recevra le groupe-pays Vietnam à son ministère le 22 janvier prochain à 17h00.

CHINE

Président du groupe-pays : Bernard Soulage, vice-président du conseil régional Rhône Alpes en charge des relations internationales et européennes

Prochaine réunion du groupe-pays Chine, le 19 février 2013, à Cités Unies France

La prochaine réunion du groupe-pays Chine aura lieu le 19 février dans les locaux de Cités Unies France et se propose de faire le bilan des rencontres franco-chinoises de la coopération décentralisée du 12 décembre dernier et de préparer les rencontres de 2013 sur l'innovation et la compétitivité. L'ordre du jour et l'invitation officielle seront envoyés prochainement aux membres du groupe-pays Chine.

INDE

Président du groupe-pays Inde : Claudy Lebreton, président du conseil général des Côtes d'Armor, président de l'Assemblée des Départements de France

Réunion du groupe-pays Inde du 28 novembre 2012

Le compte rendu de la dernière réunion du groupe-pays Inde sera très prochainement en ligne sur le site Internet de CUF, sur la page dédiée à l'Inde. Lors de cette réunion, il a notamment été question de la préparation des 2^{ème} Assises franco-indiennes de la coopération décentralisée et d'une éventuelle mission du groupe-pays Inde courant 2013. Les collectivités souhaitant faire partie de cette future mission sont invitées à prendre contact avec Sarah Schönfeld (tél. : 01 53 41 81 82).

Création d'un comité d'orientation du réseau franco-indien des acteurs de l'eau

L'Ambassade de France en Inde, en lien avec Cités Unies France, souhaite mettre en place un comité d'orientation du réseau franco-indien des acteurs de l'eau. L'objectif est de regrouper les acteurs de la recherche, les entreprises, les collectivités territoriales, les agences de bassin ou autres acteurs publics assurant la gestion de la ressource, les ONG... Les collectivités françaises souhaitant faire partie de ce comité d'orientation peuvent prendre contact avec Sarah Schönfeld ou Laurent Defrance (laurent.defrance@diplomatie.gouv.fr, +91 (11) 3041 0040).



Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Vietnam)

Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Katarina Fotic, chargée de mission (Japon)

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Chine, Inde)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

RUSSIE



4^e Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée, du 13 au 15 décembre 2012, à Nice

Organisée sous l'égide du ministère des Affaires étrangères français et du ministère du Développement régional de la Fédération de Russie, la 4^e Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée s'est tenue à Nice, du 13 au 15 décembre 2012.

Cette manifestation de grande ampleur rassemblant plus de 150 participants a été accueillie par la Métropole Nice Côte d'Azur - Ville de Nice et co-organisée avec Cités Unies France. Elle a fait suite aux rencontres franco-russes de Moscou en 2008, de Saint-Petersbourg en 2009 et de Strasbourg en 2010, qui ont successivement permis d'aborder les questions de coopération dans le domaine des services urbains, du tourisme puis de l'innovation. Cette quatrième Rencontre s'est concentrée sur les thématiques de l'attractivité du territoire, du développement urbain et de l'organisation de grands événements culturels, touristiques et sportifs. Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1502>



NOUVEAU ! « Dossier pays Russie » et « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », édités en décembre 2012

Cités Unies France a le plaisir de vous informer de ce que le « Dossier pays Russie » et le « Répertoire des partenariats de coopération décentralisée franco-russe », édités par Cités Unies France en décembre 2012, sont à présent disponibles.

Le « Dossier pays » de plus de 100 pages présente la Russie à toute collectivité française engagée ou désireuse de s'engager en coopération décentralisée avec ce pays. Ce dossier présente la situation socio-économique russe, le système politique, la position géopolitique, les relations avec l'OTAN, l'Union européenne et la France, ainsi que l'état de la coopération décentralisée franco-russe. Par ailleurs, une présentation de l'organisation des autorités locales russes permettra de mieux cerner les actions de coopération qui peuvent être entreprises.

Cette publication est complétée par le « Répertoire de la coopération décentralisée franco-russe » qui recense les partenariats entre collectivités territoriales françaises et russes. Les 25 coopérations présentées permettent de donner un aperçu clair de la réalité de la coopération décentralisée franco-russe. Ce répertoire se veut un outil pratique qui révèle la richesse, la vitalité et le dynamisme de la coopération décentralisée franco-russe. Pour commander ces ouvrages en ligne : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article61>



Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Arménie, Croatie, Serbie, Europe du Sud-Est)

Katarina Fotic, chargée de mission (Russie)

ARMENIE

Président : Patrick Devedjian, président du conseil général des Hauts-de-Seine, député

Deuxième comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne

Le 28 novembre 2012 s'est tenu le deuxième comité de pilotage qui avait pour objectif de poursuivre les travaux de préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne, prévues à Valence les 25 et 26 septembre 2013. La réunion a également permis de revenir sur le déplacement du groupe-pays en Arménie, co-conduit par Yves Révillon, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, et Alain Maurice, maire de Valence, du 22 au 26 octobre 2012.

Le 5 février prochain, le comité de pilotage et le groupe-pays Arménie se réuniront à nouveau.

CROATIE

Rencontres de la coopération décentralisée franco-croate, le 19 novembre 2012, à Rueil-Malmaison

Dans le cadre du festival de la Croatie en France, intitulé « Croatie, la voici », Cités Unies France et la ville de Rueil-Malmaison ont invité les collectivités territoriales à participer à la journée d'échange sur la coopération décentralisée franco-croate le 19 novembre dernier. Cet événement avait pour ambition de favoriser les échanges et de dresser un bilan de la coopération décentralisée entre les deux pays. Alternant entre temps de travail et moments conviviaux, la journée a permis de faire un point d'actualité sur les relations bilatérales mais aussi de resserrer les liens d'amitié entre la France et la Croatie. Les thèmes abordés ont porté sur la culture et le tourisme, auquel une table ronde a été consacrée.

Méditerranée

LIBAN

Président du groupe pays : Jean-Michel Daclin, adjoint au maire de Lyon

Répercussions de la crise syrienne au Liban

Au début du mois de décembre, la ville de Tripoli a connu de nouveaux affrontements entre pro et anti Assad. Ces affrontements se sont soldés par la mort de quatre personnes et près de quarante blessés. La question de la gestion des réfugiés prend également une importance grandissante dans la politique intérieure libanaise. Plus de 150 000 Syriens ont trouvé refuge au Liban depuis l'éclatement de la révolte en Syrie, en mars 2011.

TUNISIE

Président du groupe pays : Henri Bertholet, adjoint au maire de Romans sur Isère

Prochaine réunion du groupe-pays Tunisie

Le groupe-pays Tunisie se réunira le 7 février après-midi, à Cités Unies France. L'ordre du jour de la réunion sera prochainement disponible sur le site de Cités Unies France.

TURQUIE

Président du groupe-pays : Philippe Madrelle, président du conseil général de la Gironde

Turquie : la séparation des pouvoirs fait la une de l'actualité

Le Premier ministre turc Recep Tayep Erdogan s'est exprimé lors d'un discours à Konya le 17 décembre sur le fait que la séparation des pouvoirs gênait l'action du gouvernement. Cette formulation malheureuse intervient dans un contexte de réflexion sur la future révision constitutionnelle, y compris sur la forme du régime, aujourd'hui parlementaire, que la Turquie devrait adopter. Lire à ce propos : <http://ovipot.hypotheses.org/8135>.

La Turquie, très présente à Africités

Lors de la soirée turco-africaine du 5 décembre dernier, le maire d'Istanbul et président de CGLU, Kader Topbas, a insisté devant un parterre de maires africains sur la volonté de la Turquie d'augmenter le nombre de partenariats turco-africains, rappelant en référence à l'histoire, qu'avec de la volonté, rien n'est impossible. Une délégation d'une vingtaine de maires turcs avaient fait le déplacement à Dakar.

ALGÉRIE

Président du groupe-pays : Georges Morin, délégué au maire de Gières aux coopérations méditerranéennes



Mission du groupe-pays Algérie de Cités Unies France à Alger, les 9 et 10 décembre 2012

Le groupe-pays Algérie de Cités Unies France a effectué une mission à Alger, les 9 et 10 décembre derniers, dans le but de renouer contact avec les autorités algériennes et françaises en charge de la coopération décentralisée.

Cette mission s'inscrivait en continuité de l'Assemblée plénière du Programme concerté pluri-acteurs Algérie - Jousour (PCPA) et s'organisait dans une conjoncture particulière puisque dans un contexte post-élections locales et à l'approche de la visite officielle de François Hollande, les 19 et 20 décembre 2012, en Algérie.

La délégation française a été reçue par le ministre de l'Aménagement du territoire, de l'Environnement et de la Ville Amara Benyounes et son équipe, puis la délégation a rencontré l'Ambassadeur de France en Algérie André Parant et l'équipe du Service de coopération et d'action culturelle (SCAC).

Les différents entretiens ont été l'occasion pour la délégation de faire état de la coopération décentralisée franco-algérienne, de ses difficultés mais aussi d'échanger autour des attentes de part et d'autres, autour des grands axes du futur document cadre de partenariat et de réfléchir aux articulations possibles entre les programmes de coopération bilatérale et la coopération décentralisée. Un compte-rendu de la mission sera diffusé prochainement aux membres du groupe-pays Algérie.

Assemblée plénière du PCPA- Jousour, les 7 et 8 décembre 2012, à Tipaza



Le Programme concerté pluri-acteurs Algérie - Jousour a tenu son Assemblée plénière réunissant l'ensemble des membres algériens et français. C'était l'occasion de faire le bilan des activités menées depuis 2008, de présenter les rapports d'évaluation et de capitalisation du programme et de renouveler les instances, notamment le comité de pilotage. Il a été annoncé la reconduction du PCPA sur trois ans (2013-2016), soutenu par l'AFD et le ministère des Affaires étrangères français. La présence des représentants des collectivités territoriales françaises a été soulignée, elles comptent désormais huit membres : conseil régional de Haute-Normandie (à travers la MJC d'Elbeuf), les conseils généraux de l'Isère et de la Seine-St-Denis, les villes d'Aubervilliers, de Belfort, de Bordeaux (en lien avec l'Association des centres d'animations de quartiers de Bordeaux), du Kremlin-Bicêtre, de Grenoble et de Nanterre.

Pour certains, cette rencontre a été l'occasion de découvrir le programme, des acteurs associatifs et institutionnels, le contexte et les réalités de l'Algérie et des relations franco-algériennes. Pour d'autres, c'était l'occasion de revoir les partenaires, de valoriser et de partager les expériences, les projets et les initiatives menés au sein du programme. Mais pour tous, cette rencontre a été l'occasion de s'interroger et de réfléchir aux perspectives de travail qui pourrait être mené au sein du PCPA.

Pour poursuivre ces échanges, Cités Unies France organisera, le 29 janvier 2013, une réunion des collectivités territoriales françaises - membres du PCPA, pour réfléchir ensemble aux actions que pourraient être menées de façon collective et d'échanger autour des initiatives que chacun souhaite entreprendre durant cette nouvelle phase du programme. Pour plus d'informations : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1620>

Méditerranée

PALESTINE

Président du Réseau de Coopération Décentralisée pour la Palestine (RCDP) : Claude Nicolet, adjoint au maire de Dunkerque, conseiller communautaire délégué à la communauté urbaine de Dunkerque, conseiller régional de Nord-Pas de Calais

La Palestine devient Etat observateur non-membre auprès de l'ONU

Sous les acclamations, Mahmoud Abbas a pu savourer son succès, jeudi 29 novembre, aux Nations Unies, à New York. Le président de l'Autorité palestinienne a obtenu une large majorité de 138 Etats, dont la France, pour sa demande de rehaussement du statut de la Palestine. Seuls 9 Etats ont voté contre la demande palestinienne, dont Israël, les Etats-Unis, le Canada et la République tchèque. Quarante et un pays ont choisi l'abstention, dont une dizaine de pays européens parmi lesquels l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la Pologne, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Bulgarie.

(Source : Le Monde : lemonde.fr)

Israël autorise 3 000 nouveaux logements dans les colonies, l'Europe et Washington haussent le ton sans envisager de sanctions

Israël a annoncé la construction de 3 000 nouveaux logements dans ses colonies, à Jérusalem-Est et en Cisjordanie. Une décision qui sonne comme des représailles, après le vote à l'ONU en faveur de la Palestine. Gelé depuis des années sous pression américaine, ce projet controversé vise à rattacher la colonie de Maalé Adoumim (35 000 habitants), en Cisjordanie, à des quartiers de colonisation de Jérusalem-Est, occupée et annexée depuis 1967. Il est vivement dénoncé par les Palestiniens, car il couperait pratiquement en deux la Cisjordanie, compromettant la viabilité d'un Etat palestinien. La France et la Grande-Bretagne envisageraient de rappeler pour la première fois leurs ambassadeurs en Israël afin de protester contre la mise en chantier de nouveaux logements dans les colonies juives de Cisjordanie, affirme, lundi 3 décembre, le quotidien israélien Haaretz sur son site internet. Le 1er décembre dernier, le ministre des Affaires étrangères français, Laurent Fabius, a appelé les autorités israéliennes à «s'abstenir» de mener à bien leur projet à Jérusalem-Est et en Cisjordanie.

(Sources : L'express.fr et Lefigaro.fr)

Une demi-journée de travail autour de l'action des collectivités territoriales en Palestine, le 30 janvier 2013, à Montreuil

La ville de Montreuil et Cités Unies France organisent une demi-journée de travail autour de l'action des collectivités territoriales en Palestine, le 30 janvier prochain. Cette rencontre se déroulera en deux parties. Un premier atelier sera consacré à la thématique du processus de réforme territoriale dans les territoires palestiniens. Le deuxième atelier permettra d'échanger sur l'implication de la société civile dans les projets de coopération décentralisée.

À cette occasion, la ville de Montreuil et l'Agence française de développement signeront une convention qui officialisera leur partenariat dans la réalisation du projet de réhabilitation du réseau d'eau potable de Beit Sira.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Palestine, Israël, Réseau européen COEPPO)

Linda Naïli, chargée de mission (Algérie)

Virginie Rouquette, chargée de mission (Liban, Tunisie, Maroc)

Astrid Frey, chargée de mission (Turquie)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

ACTUALITÉ PALESTINE

« Répertoire des partenariats franco-palestiniens » nouvelle édition - octobre 2012

La nouvelle édition du répertoire des coopérations décentralisées franco-palestiniennes, mise à jour en octobre 2012, présente les différents partenariats de coopérations décentralisées portés par les collectivités palestiniennes et françaises (les thématiques abordées, les actions réalisées, les acteurs engagés...) et permet de se faire une idée précise de la coopération décentralisée entre la Palestine et la France. Ce répertoire est avant tout un outil de travail pour les collectivités françaises engagées en Palestine qui souhaitent mieux connaître les actions portées par les autres collectivités et favoriser ainsi des complémentarités, voire des mutualisations sur le terrain.



MAROC

Président du groupe-pays Maroc : Jacques Rocca Serra, adjoint au maire de Marseille

Prochaine réunion du groupe-pays Maroc

Sous la présidence de Jacques Rocca Serra, le groupe-pays Maroc se réunira lundi 21 janvier 2013, à 14h00, dans les locaux de Cités Unies France. La réunion permettra, en présence de Frédéric Bouin, du SCAC de l'Ambassade de France à Rabat, de faire un point sur le fonds de soutien conjoint à la coopération décentralisée franco-marocaine. L'ordre du jour et le bulletin de participation sont téléchargeables à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1689>

Nouvel ambassadeur du Maroc en France

Chakib Benmoussa, ancien ministre de l'intérieur, devrait devenir ambassadeur du Maroc en France dans les toutes prochaines semaines.

Thématiques

JEUNESSE

Présidente du groupe-thématique :
Hélène Vincent, adjointe au maire de
Grenoble en charge de la jeunesse

**5^{ème} édition de la Campagne des
chantiers de bénévoles, le 14 fé-
vrier 2013, à Paris**

La 5^{ème} édition de la Campagne des
chantiers de bénévoles est organisée
par l'association Cotravaux en partenar-
iat avec la Cité des Métiers.

Au programme : (re)découvrir les chan-
tiers de bénévoles et les volontariats,
s'outiller pour mieux informer, discuter
avec les associations pour en savoir plus
sur leur fonctionnement, leurs projets,
leur manière d'accompagner les jeunes
et de nouer des partenariats, et encore :
stands des associations, trois ateliers-dé-
bats, projections de films, expositions ...

Rendez-vous le jeudi 14 février 2013, de
10h00 à 17h00, à la Cité des Sciences et
de l'Industrie - Salle AGORA & CLASSE
NUMERIQUE - 30, avenue Corentin Car-
riou 75019 Paris

Pour plus d'informations :

- Association Cotravaux :
Courriel : communications@cotravaux.org
Tél. : 01 48 74 27 60

- Site Internet de Cités Unies France :
<http://www.cites-unies-france.org>,
rubrique « Jeunesse »



16



CAMPAGNE DES CHANTIERS DE BÉNÉVOLES Le chantier : une opportunité pour tous

Vous accompagnez et informez au quotidien des jeunes et vous recherchez des projets pour qu'ils se sentent utiles, se responsabilisent, vivent une expérience [extra]territoriale, rencontrent de nouvelles personnes, alors venez !

Jeudi 14 février 2013 de 10h à 17h
CITÉ DES MÉTIERS - Parc de la Villette
(dans la Cité des Sciences et de l'Industrie)
Salle «Agora» et «Classe numérique»

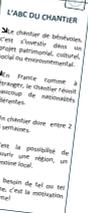
La Campagne des chantiers de bénévoles pour :

(Re)découvrir les différentes formes d'engagements bénévoles et volontaires accessibles à tous quel que soit leur parcours (chantier de bénévoles, Service civique, Service Volontaire Européen, Volontariat à moyen et long termes...)

S'outiller pour informer et donner envie aux jeunes que vous rencontrez de participer à un chantier de bénévoles.

Discuter avec les associations pour en savoir plus sur leur fonctionnement, leurs projets, leur manière d'accompagner les jeunes et de nouer des partenariats.

Écouter les témoignages des jeunes et des partenaires pour échanger autour de leurs expériences.



Retrouvez l'actualité de la Campagne sur le site www.cites-unies-france.org ou notre page Facebook « Chantiers Internationaux de Solidarité C.I.S. »

CRISES ET CATASTROPHES - SYRIE

Réunion d'information sur la situation en Syrie, le 14 décembre 2012, à Cités Unies France



Le 14 décembre dernier, Cités Unies France a organisé une demi-journée d'information sur la Syrie pour répondre aux interrogations des élus sur la crise syrienne. Les intervenants présents étaient : Eric Chevalier, ambassadeur de France en Syrie, Caroline Grandjean, adjointe au directeur du Centre de crise du ministère des Affaires étrangères, et Pierre Salignon, directeur général des « Médecins du monde ».

Lors de la réunion, Cités Unies France s'est engagé à lancer un appel au parrainage avec les conseils civils, structures équivalentes à des collectivités territoriales composées de citoyens élus. Les conseils ont pour but de pallier l'absence d'Etat, tant au niveau alimentaire et sanitaire qu'au niveau de l'organisation de la vie quotidienne.

Cet appel sera diffusé à l'ensemble du réseau français ainsi qu'au réseau mondial CGLU. Une fiche technique juridique, co-rédigée avec le ministère des Affaires étrangères, sera diffusée aux collectivités françaises pour préciser le cadre de cette opération de partenariat. L'appel sera accompagné d'une liste des conseils civils et de leurs représentants.

Le MAE a décidé d'étudier la possibilité de création d'un fond spécial pour l'action des collectivités territoriales qui souhaiteraient s'engager dans un projet de soutien à la population syrienne. Cette proposition pourra être rediscutée après la mission au Moyen-Orient (Liban, Jordanie, Turquie) qui se prépare, sous l'égide de CGLU, pour le premier trimestre 2013. Cette mission a pour objectif de porter un message de solidarité au nom des élus des collectivités territoriales membres de CGLU. Les rencontres qui sont prévues avec les responsables locaux des communautés devraient permettre de recenser les besoins des collectivités territoriales qui font face à l'afflux des personnes déplacés sur leur territoire, notamment celles qui ne sont pas pris en charge par l'UNRWA et l'UNHCR dans les camps de réfugiés.

Enfin, lors de cette réunion a été soulignée l'importance de travailler avec les structures et les associations syriennes qui développent des réseaux à l'intérieur du pays. L'ambassadeur de France en Syrie a notamment cité l'action de deux associations : l'Union des organisations syriennes de secours médicaux et le Collectif de développement et de secours syrien.

Pour plus d'information :
<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1674>



Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission (Crises et catastrophes)
Linda Naili, chargée de mission (Jeunesse)

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org
Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

Thématiques

DÉVELOPPEMENT URBAIN

Premier sommet du droit à la ville, les 11 et 12 décembre 2012

La Commission d'inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de CGLU et la communauté d'agglomération de Plaine Commune, conjointement avec les villes de Saint-Denis et d'Aubervilliers, ont organisé, les 11 et 12 décembre 2012, la 1^{ère} Rencontre mondiale des pouvoirs locaux pour le droit à la ville. L'événement a été une authentique plateforme mondiale d'échange d'expériences entre représentants de gouvernements locaux, membres de réseaux internationaux de mouvements sociaux et experts dans le domaine des droits humains.

Plus de 200 participants et 40 intervenants étaient rassemblés, provenant de 16 pays parmi lesquels : Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Burundi, Canada, Corée du Sud, Slovénie, Espagne, États-Unis, France, Mexique, Pays-Bas, Portugal, Sénégal et Suisse.

La 1^{ère} Rencontre mondiale a adopté une déclaration finale qui reflète la volonté des participants et la Commission d'inclusion sociale, démocratie participative et droits humains de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) de continuer à travailler pour que le droit à la ville soit une réalité dans nos villes et métropoles. À cet effet, il est reconnu la nécessité que les gouvernements locaux adoptent certaines politiques publiques, mais également que la communauté internationale reconnaisse le rôle des villes dans la sauvegarde des droits humains et du droit à la ville. Le rôle de CGLU comme interlocuteur privilégié pour tout ce qui est relatif aux questions urbaines a par ailleurs été réaffirmé.

Vous pouvez télécharger cette déclaration finale sur le site Internet de Cités Unies France à la page dédiée à la thématique du développement urbain.

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Création du Club France Développement Durable

Le Club France Rio+20, émanation du Comité 21 pour préparer et mobiliser les acteurs non gouvernementaux français à la conférence des Nations Unies sur le développement durable Rio+20 en juin dernier, souhaite faire évoluer et pérenniser sa structure. Le Club France Rio+20 deviendrait donc le Club France Développement Durable, un collectif de réseaux français dédiés aux problématiques internationales du développement durable. Son objectif est double :

- faciliter la mise en réseau des acteurs français autour des enjeux internationaux du développement durable et prendre des positions sur l'agenda post-2015, notamment faire des propositions sur la définition des Objectifs de développement durable (ODD) qui seront débattus au sein du panel de haut-niveau mis en place suite au Sommet de Rio+20 ;
- renforcer les échanges avec les acteurs internationaux et organiser des manifestations et voyages d'études, notamment avec le Brésil et la Chine.

Pour plus d'informations, merci de prendre contact avec Sarah Schönfeld, (tél.: 01 53 41 81 82).

Pour plus d'informations :

Sarah Schönfeld, chargée de mission (Développement durable, Développement urbain, Eau et assainissement)

Courriel : s.schonfeld@cites-unies-france.org

Astrid Frey, chargé de mission (Education à la citoyenneté mondiale)

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

DÉVELOPPEMENT DURABLE

Forum de l'alliance mondiale des villes contre la pauvreté, les 20 et 21 février 2013

La ville de Dublin, le Programme des Nations Unies pour le Développement, UN Women, et UNITAR organisent, les 20 et 21 février 2013, le 8^{ème} Forum de l'alliance mondiale des villes contre la pauvreté. Ce Forum examinera le rôle de la technologie pour réduire la pauvreté urbaine et pour rendre les villes intelligentes, sûres et durables.

Pour plus d'informations :

Adam Rogers, UNDP Geneva : adam.rogers@undp.org, tél. : (41 22) 917 8541

EAU ET ASSAINISSEMENT

Séminaire Eau et Sécurité Alimentaire en Méditerranée (SESAME), à Montpellier, Agropolis international, 21 et 22 février 2013

Le Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux (France) et le Conseil général du développement agricole (Maroc) organisent, les 21 et 22 février 2013, à Montpellier, un séminaire sur l'eau et la sécurité alimentaire en Méditerranée. Ce séminaire est soutenu par l'AFD, Agropolis international, le Partenariat français pour l'eau (PFE) et quatre acteurs « méditerranéens » régionaux : le CIHEAM, le Plan Bleu et les ONG : Institut Méditerranéen de l'Eau - IME et « Échanges méditerranéens ».

Pour plus de renseignements : Guillaume Benoit, guillaume.benoit@agriculture.gouv.fr.

EDUCATION À LA CITOYENNETÉ MONDIALE

Présidente du groupe thématique : Véronique Moreira, vice-présidente au conseil régional Rhône-Alpes chargée du développement solidaire

Un nouveau groupe thématique constitué à Cités Unies France

La dernière réunion du bureau exécutif de Cités Unies France a acté la mise en place d'un nouveau groupe thématique intitulé « Education à la citoyenneté mondiale ». C'est Véronique Moreira, vice-présidente au conseil régional Rhône-Alpes, qui en prend la présidence.

Plus actuel dans son intitulé que « l'éducation au développement », ce vocable permet de tracer plus clairement le lien entre les réalités locales et mondiales, entre politiques locales et leur application à l'international. En interpellant les habitants en leur qualité de citoyens, il visera à intégrer davantage les habitants aux politiques de coopération internationale des collectivités et à en travailler les messages. Le groupe se réunira pour la première fois le 23 janvier, à 14h30.

CULTURE

Colloque : « Culture et action internationale des collectivités territoriales », les 18 et 19 avril 2013, à Toulouse

Initialement prévu les 7 et 8 février 2013, le colloque « Culture et action internationale des collectivités territoriales », organisé par Cités Unies France et la ville de Toulouse, est reporté aux 18 et 19 avril 2013. Cet événement, qui réunira divers intervenants issus du secteur culturel et international, abordera la place de la politique culturelle dans la coopération décentralisée, le rôle des collectivités territoriales dans l'action culturelle internationale et les apports qu'elle produit quant au développement des territoires.

Le programme prévisionnel et la procédure d'inscription en ligne seront prochainement disponibles à l'adresse suivante : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article1668>

Marseille - capitale européenne de la culture en 2013 : célébrations d'ouverture les 12 et 13 janvier 2013

« Marseille - Provence 2013 » - année de mise à l'honneur en termes d'action culturelle - est sur le point de départ. Afin de célébrer ce prestige européen, la ville de Marseille et la région Provence organisent, les 12 et 13 janvier 2013, un large panel de festivités et événements culturels pour marquer cette année 2013 de la culture. Expositions, parades, spectacles et fêtes... cet événement représente le lancement d'une année riche en activités témoignant du rayonnement culturel de la ville de Marseille et des collectivités avoisinantes.

Le programme de ce week-end d'ouverture est disponible sur le site officiel de la manifestation : <http://www.mp2013.fr/week-end-douverture/>



Pour plus d'informations :

Virgine Rouquette, chargée de mission (Culture)

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

CITÉS ET GOUVERNEMENTS LOCAUX UNIS

Le premier Forum Mondial des Régions, tenu à Dakar, le 4 décembre 2012

Une centaine d'élus régionaux et locaux, dont de nombreux français, étaient réunis lors du premier Forum Mondial des Régions, tenu à Dakar, le 4 décembre 2012, à l'invitation conjointe des présidents de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) et d'ORU-FOGAR, Kadir Topbas et Paul Carrasco. Le Forum Mondial des Régions a pu définir une feuille de route commune pour que les régions pèsent au mieux dans l'agenda international à venir, notamment dans la préparation d'Habitat III et dans le processus de négociation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) post-2015 et les futurs Objectifs de développement durable.

À l'ouverture du Forum, Muchadeyi Masunda, co-président de CGLU et maire d'Harare (Zimbabwe), a rappelé le besoin vital d'une alliance entre les deux organisations, CGLU et ORU-FOGAR et a fait part des points clés de la feuille de route pour les prochains mois. Paul Carrasco, président de l'ORU-FOGAR et gouverneur d'Azuay (Equateur), a insisté sur la nécessité de trouver des points communs pour construire une proposition globale. Il a également insisté sur la nécessité de définir des axes de travail commun pour établir des propositions concrètes et créer un vent d'optimisme dans les politiques publiques mondiales.

Lors de la table-ronde, les participants, dont Joan Clos, directeur exécutif d'ONU-Habitat, ont fait part du poids croissant des régions dans la mondialisation, démontrant que partout dans le monde, malgré les diversités des situations, les niveaux régionaux pèsent de plus en plus dans la mise en œuvre des processus démocratiques. Ils ont souligné que les différents niveaux infra-étatiques peuvent jouer un rôle prépondérant dans la promotion de débats citoyens sur les enjeux des intégrations régionales et transnationales et contribuent à rapprocher les citoyens de la gouvernance nationale et mondiale. Un partenariat équilibré entre niveaux nationaux et les différents niveaux infra-étatiques contribue ainsi à restaurer un dialogue citoyen parfois mis à mal dans un contexte de mondialisation et de changements rapides.

À l'issue du Forum, les participants se sont accordés sur une Déclaration politique, appelant à contribuer activement à la mise en œuvre d'une gouvernance multi-niveaux en association étroite avec les Nations Unies. Ils en ont également appelé au développement des services aux populations. Dans le domaine de la sécurité alimentaire, les gouvernements régionaux ont plaidé pour aller au-delà des problématiques de production et des politiques sectorielles et d'évoluer vers des démarches plus intégrées permettant une meilleure autosuffisance alimentaire des territoires.

Conférence internationale des femmes élues locales, du 30 janvier au 1^{er} février 2013, à Paris

La Commission sur l'égalité femmes-hommes de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU), présidée par Anne Hidalgo, première adjointe au maire de Paris, organise la Conférence internationale des femmes élues locales sur le thème : « L'égalité Femmes-Hommes, une priorité pour le développement mondial ».

Cette conférence, qui se tiendra à l'Hôtel de Ville de Paris du 30 janvier au 1^{er} février 2013, est organisée conjointement avec les Sections du CCRE et de Métropolis, avec le soutien de CGLUA (Cités et Gouvernements Locaux Unis d'Afrique - Refela) et FLACMA (Fédération Latino-Américaine des Villes et Associations (FLACMA - RedLamugol).

Pour plus d'informations : <http://www.uclg.org/fr/media/nouvelles/la-commission-sur-légalité-femmes-hommes-organise-la-conférence-internationale-des>



ASSISES DU
DÉVELOPPEMENT ET DE LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



Assises du développement et de la solidarité internationale : quelle vision du développement après 2015 ?

Lors de sa dernière réunion, présidée par Michel Delebarre, le bureau exécutif de Cités Unies France a pu rencontrer la secrétaire générale des Assises du développement et de la solidarité internationale Anne Sophie Cerisola, et Elise Beretz du cabinet du Ministre en charge du Développement, Pascal Canfin.

Les membres du bureau ont confirmé leur souhait d'une implication forte de Cités Unies France dans les Assises du développement et de la solidarité internationale. Ils le souhaitent d'autant plus fortement qu'ils ont fait part du sentiment des collectivités de ne pas toujours être perçues dans le rayonnement de la France à la hauteur de ce qu'elles pèsent réellement.

Les membres du bureau se sont interrogés sur le lien des Assises et le rapport confié par Laurent Fabius à André Laignel, secrétaire général de l'AMF, sur la coopération décentralisée.

Michel Delebarre a proposé aux invités de refaire une séance de travail avec les membres du bureau au moment où la rédaction des propositions a progressé, sur l'ensemble des cinq chantiers. Cette proposition a été retenue.

Ces cinq chantiers sont :

1. l'agenda post-2015 : quelle architecture de l'aide ? ;
2. la transparence et l'efficacité de l'aide ;
3. la cohérence entre les différentes politiques internationales françaises au service du développement ;
4. le partenariat avec les acteurs (ONG, les collectivités, les entreprises, ...) ;
5. l'innovation technologique, sociale et recherche.

Cités Unies France participe aux cinq chantiers, à la fois avec l'équipe et des élus, membres du bureau exécutif qui ont pu accepter, dans des délais très courts, d'intervenir aux tables rondes. Des textes seront mis en ligne après validation par le bureau exécutif du 23 janvier 2013.

Au delà de l'engagement collectif de CUF, vous pourrez transmettre vos commentaires ou vos propositions sous forme de contributions écrites en utilisant le formulaire, posté sur le site à l'adresse suivante : <http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/enjeux-internationaux/aide-au-developpement-et/assises-du-developpement-et-de-la/les-cinq-grands-chantiers>

Journée « Portes ouvertes » sur les métiers du ministère des Affaires étrangères, le 12 janvier 2013, à Paris

Le 12 janvier 2013, le ministère des Affaires étrangères ouvre ses portes et invite le public à découvrir ses locaux, métiers et acteurs de la diplomatie culturelle. Cette journée est l'occasion de s'informer sur les politiques du MAE et ses champs d'action, à travers des ateliers interactifs animés par des diplomates.

Agora : conférence à Africités, politique concertée : quelles approches, quelles limites aux méthodologies de concertation ?

Trois méthodes de concertation, mises en place par Agora, le quadrilogue de la coopération des Yvelines avec le Bénin et le programme des stratégies municipales concertées d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ont été mises en débat. Les échanges ont porté sur les conditions de la concertation et les enjeux de pouvoir. La diffusion des méthodes ne doit pas donner lieu à des démarches normatives mais s'adapter aux contextes spécifiques des cadres de décentralisation, des compétences de communes. Il n'existe pas de modèle de concertation ; tous les processus peuvent être explorés tant qu'ils sont inclusifs et bénéfiques au développement local.

INSTITUTIONS EUROPEENNES

Communication de la Commission européenne : les autorités locales dans le développement

La consultation des autorités locales en Europe, et également en Afrique, en Amérique latine et en Asie, est maintenant terminée : la Commission européenne publiera en 2013 une communication sur l'appui de l'Union européenne aux autorités locales et régionales dans les pays partenaires.

Une communication est un document officiel qui fixe la stratégie d'intervention de la Commission européenne dans un domaine donné. Ce document a une portée politique forte.

La dernière communication de la Commission européenne sur les autorités locales dans le développement date de 2008.

Pour prendre connaissance de la position finale de Platforma sur la consultation : <http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique25>

Pour plus d'informations :

Camille Borella, chargée de mission (Institutions européennes, Agora)
Courriel : c.borella@cites-unies-france.org

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Assises régionales de la jeunesse	Grenoble	30 novembre - 1 ^{er} décembre	Conseil régional de Rhône-Alpes / Ville de Grenoble
Africités VI	Dakar	4 - 8 décembre	CGLU - Afrique
Le Bureau et le Conseil mondial de CGLU - Monde	Dakar	4 - 6 décembre	CGLU
Premier forum mondial des régions	Dakar	4 décembre	CGLU / ORU-FOGAR
Réunion du groupe Proche-Orient de CGLU	Dakar	5 décembre	CGLU / CUF
Réunion du groupe de travail Tourisme de CGLU	Dakar	6 décembre	CGLU
Séminaire franco-indien sur la démocratie locale et la bonne gouvernance	Delhi, Inde	6 décembre	Ambassade de France
Assemblée générale de CGLU-Afrique	Dakar	7 décembre	CGLU
Assemblée plénière du PCPA Algérie	Tipaza, Algérie	7 - 8 décembre	PCPA
Séminaire franco-indien sur l'économie du patrimoine	Pune, Inde	10 - 11 décembre	Ambassade de France / IHCN-F/ UNESCO Inde
1 ^{ère} Rencontre mondiale de pouvoirs locaux pour le droit à la ville	Saint-Denis	11 - 12 décembre	Commission Inclusion sociale, Démocratie participative et Droits humain de CGLU
Rencontres de la coopération décentralisée franco-chinoise	Paris	12 décembre	Conseil Régional Ile-de-France
Séminaire franco-indien sur l'économie du patrimoine	Bangalore, Inde	13 - 14 décembre	Ambassade de France / IHCN-F/ UNESCO Inde
Réunion d'information sur la situation en Syrie	CUF	14 décembre	CUF
4 ^{ème} Rencontre franco-russe de la coopération décentralisée	Nice	14 - 15 décembre	Comité de pilotage
1 ^{er} Séminaire bilatéral franco-chilien de coopération décentralisée	Santiago	17 - 18 janvier	Ambassade de France/MAE-DAECT/partenaires chiliens/ CUF
Assemblée générale du Programme concerté Maroc (PCM)	Rabat, Maroc	18 - 20 janvier	PCM

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Réunion du groupe-pays Maroc	CUF	21 janvier	CUF
Réunion du groupe-pays Vietnam accueillie par Kader Arif, ministre délégué aux Anciens combattants et président du groupe-pays	Paris	22 janvier	CUF
Réunion du groupe thématique « Education à la citoyenneté mondiale »	CUF	23 janvier	CUF
Réunion du Bureau exécutif de Cités Unies France (suivie des vœux du président)	Paris	23 janvier (matin)	CUF
Réunion du groupe-pays Burkina Faso	CUF	25 janvier	CUF
Première réunion des collectivités donatrices au Fonds de solidarité des collectivités françaises pour le Mali	CUF	28 Janvier	CUF
Réunion des collectivités membres du PCPA Algérie	CUF	29 janvier	CUF
Réunion de la Commission nationale de la Coopération décentralisée (CNCD)	Paris	29 janvier	MAE / Secrétariat de la CNCD
Réunion autour de l'action des collectivités territoriales en Palestine	Montreuil	30 janvier	Ville de Montreuil / CUF
1 ^{er} Forum mondial des femmes élues	Paris	30 - 31 janvier, 1 ^{er} février	Ville de Paris / CGLU
Réunion du groupe-pays Niger/ Comité de pilotage ANIYA	CUF	5 février	CUF / ANIYA
Réunions du comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne et du groupe-pays Arménie	CUF	5 février	Comité de pilotage
Réunion de bilan d'Africités	CUF	7 février	Equipe de coordination de la délégation française
Réunion groupe –pays Tunisie	CUF	7 février	CUF / Groupe-pays
5 ^{ème} édition de la Campagne de chantiers de bénévoles	Paris	14 février	Association Cotravaux / Cité des Métiers
Réunion du groupe-pays Chine	CUF	19 février	CUF
8 ^{ème} Forum de l'alliance mondiale des villes contre la pauvreté	Dublin	20 - 21 février	PNUD / UN Women / UNITAR / Alliance mondiale des villes contre la pauvreté (WACAP)

Agenda de la coopération décentralisée

INTITULÉ	LIEU	DATE	INITIATIVE
Séminaire : « Eau et sécurité alimentaire en Méditerranée »	Montpellier	21 - 22 février	Conseil général de l'alimentation, de l'agriculture et des espaces ruraux / Conseil général du développement agricole du Maroc
6 ^{ème} Sommet de l'Euro-India Center	Inde	21 - 23 février	Euro-India Center
Réunion du lancement du groupe-pays Russie	CUF	Février (date à confirmer)	CUF
Assises du développement et de la solidarité internationale (Tables rondes finales)	Paris	1 ^{er} mars	Ministre en charge du Développement
Assises de la coopération décentralisée franco-nigérienne	Niamey	3 - 7 mars (à confirmer)	Comité de pilotage
Forum social mondial	Tunisie	30 - 31 mars	Comité organisateur FSM 2013
Forum des autorités locales et régionales de la Méditerranée	Marseille	3 - 4 avril	Commission Méditerranée de CGLU
Forum Méditerranéen Fondation Anna Lindh	Marseille	4 - 7 avril	Fondation Anna Lindh
3 ^{èmes} Assises européennes de la coopération décentralisée	Bruxelles	9 - 10 avril	Comité des Régions / Commission européenne
7 ^{ème} Conférence européenne des villes durables : « Economie écologiquement et socialement responsable : une solution face à la crise ? »	Genève	17 - 19 avril 2013	Ville de Genève / Comité préparatoire de la Conférence européenne des villes durables
Colloque: « Culture et action internationale des collectivités territoriales »	Toulouse	18 - 19 avril	Ville de Toulouse / CUF
Séminaire à l'international : « Partir ou pas ? »	Ivry-sur-Seine	16 - 17 mai	CUF / ANACEJ / France Volontaires
Réunion du bureau exécutif de CGLU	Lyon	5 - 7 juin	CGLU / Ville de Lyon / Région Rhône-Alpes
9 ^{èmes} Assises de la coopération décentralisée franco-vietnamienne	Brest	10 - 12 juin	Comité de pilotage
4 ^{ème} Forum de l'action internationale des collectivités / Assemblée générale de CUF	Palais des Congrès de Paris	1 ^{er} - 2 juillet	CUF / ICIC
4 ^{ème} Congrès mondial de CGLU : « Imaginer la société, construire la démocratie »	Rabat, Maroc	1 ^{er} - 4 octobre	CGLU

Publications

Ouvrages édités par Cités Unies France

(Tarifs applicables à partir de janvier 2013)

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 25 euros

Les dossiers pays fournissent une synthèse de l'organisation des collectivités territoriales et des réformes administratives récentes. Ils comprennent également une analyse des partenariats de coopération décentralisée.

Référence	Ouvrage	Parution
DPRU	Dossier pays Russie (première édition - décembre 2012)	2012
DPPO	Dossier pays Pologne	2008
DPRO	Dossier pays Roumanie	2008
DPHO	Dossier pays Hongrie	2005
DPCR	Dossier pays Croatie	2006
DPRT	Dossier pays République tchèque (inclus "profils des régions tchèques")	2005
DPVN	Dossier pays Vietnam (deuxième édition - juin 2011)	2011
DPIN	Dossier pays Inde (première édition - février 2011)	2011
DPJA	Dossier pays Japon (deuxième édition - avril 2010!)	2010
DPPA	Dossier pays Palestine	2008
DPTQ	Dossier pays Turquie	2008
DPLI	Dossier pays Liban	2007
DPMA	Dossier pays Maroc	2007
DPIS	Dossier pays Israël	2007
DPTU	Dossier pays Tunisie	2005
DPBR	Dossier pays Brésil (deuxième édition - septembre 2011)	2011
DPNI	Dossier pays Nicaragua	2006
DPHT	Dossier Pays Haïti (à paraître)	2013
DPEU	Dossier Pays Etats-Unis (à paraître)	2013
DPBE	Dossier Pays Bénin (première édition - octobre 2010)	2010
DPBF	Dossier Pays Burkina Faso (première édition - juin 2010)	2010
DPTG	Dossier Pays Togo	2009
DPML	Dossier Pays Mali	2009
DPMU	Dossier Pays Mauritanie	2008
DPSE	Dossier Pays Sénégal	2007
DPNG	Dossier Pays Niger (à paraître)	2013



Publications

Ouvrages de la collection "groupe - pays" : 40 euros

Référence	Ouvrage	Parution
DPAC	Dossier Pays Afrique centrale et des Grands Lacs (octobre 2010)	2010



Repertoires des partenariats de cooperation decentralisee : 15 euros

Cités Unies France recense et met à jour régulièrement les partenariats entre collectivités territoriales françaises et étrangères.

Référence	Ouvrage
RPRU	Répertoire des partenariats franco-russes
RPPO	Répertoire des partenariats franco-polonais
RPRO	Répertoire des partenariats franco-roumains
RPHO	Répertoire des partenariats franco-hongrois
RPRT	Répertoire des partenariats franco-tchèques
RPVN	Répertoire des partenariats franco-vietnamiens
RPJO	Répertoire des partenariats franco-japonais
RPAL	Répertoire des partenariats franco-algériens
RPPA	Répertoire des partenariats franco-palestiniens
RPMA	Répertoire des partenariats franco-marocains
RPTU	Répertoire des partenariats franco-tunisiens
RPIS	Répertoire des partenariats franco-israéliens
RPLI	Répertoire des partenariats franco-libanais
RPEU	Répertoire des partenariats franco-américains (France - Etats-Unis)
RPARG	Répertoire des partenariats France - Argentine
RPALC	Répertoire des partenariats France - Amérique Latine et Caraïbes
RPACC	Répertoire des partenariats France - Amérique Centrale et Cuba
RPBE	Répertoire des partenariats franco-bénois
RPBF	Répertoire des partenariats franco-burkinabè
RPCA	Répertoire des partenariats franco-camerounais
RPMR	Répertoire des partenariats franco-mauritaniens
RPMD	Répertoire des partenariats franco-malgaches
RPML	Répertoire des partenariats franco-maliens
RPSE	Répertoire des partenariats franco-sénégalais
RPTO	Répertoire des partenariats franco-togolais



Publications

Ouvrages de la collection "Réflexions" : 15 euros

Référence	Ouvrage	Parution
Ro01	Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale	2003
Ro02	Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabè	2003
Ro03	Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne	2002
Ro04	L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires	2006
Ro08	L'éducation au développement et à la solidarité internationale (CUF-Educasol)	2010

Ouvrages de la collection "Référence" : 25 euros

REfo1	Les instruments juridiques de la coopération décentralisée	2008
REfo2	Les collectivités territoriales et l'engagement des jeunes à l'international	2009
REfo3	Coopération décentralisée et alimentation en Afrique - Agriculture et développement rural (CUF-CFSI)	2010
REfo4	La coopération internationale des collectivités territoriales et l'Union européenne : l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, le Royaume-Uni et la Suède face à la Commission européenne (CUF-AFD)	2010
REfo5	The International Cooperation of Local Authorities in the European Union: Germany, Spain, France, Italy, the United Kingdom, Sweden and the European Commission (CUF-AFD)	2011
REfo6	NOUVEAU ! Coopération décentralisée et santé en Afrique de l'Ouest et à Madagascar (CUF-ACTED)	2012

Ouvrages hors collection

HCDD	Coopération décentralisée pour le développement durable, Guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D	2005	15€
HCPCD	L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée. Document de réflexion et d'appui méthodologique		10€
HCCDDA	Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique. Pratiques en débat et expériences - 2 volumes	2000	10€
AFPM	Rendons le pouvoir à l'Afrique, Philippe MILON (L'Harmattan)	2009	22€

Cahiers de la coopération décentralisée

CDD-2	Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 2 - août 2010	2010	30€
CDD-3	NOUVEAU ! Cahiers de la coopération décentralisée : l'action internationale des collectivités locales - numéro 3 - septembre 2012 Prix collectivités adhérentes à CUF : 15€	2012	30€





9, rue Christiani 75018 Paris ■ Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 ■ Fax : (+33/0)1 53 41 81 41
Site Internet : www.cites-unies-france.org ■ Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org
Pour s'abonner à la lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org